



**État de l'art sur les
solutions
régénératives à
l'échelle de
territoires**

Avril 2023



Document sous licence creative commons



Cet état de l'art réalisé par Lumia est soumis à la licence creative commons CC BY-NC. Vous êtes autorisés à partager et modifier l'œuvre, à condition de créditer l'ayant-droit ainsi que la licence, et de ne pas faire d'usage commercial.

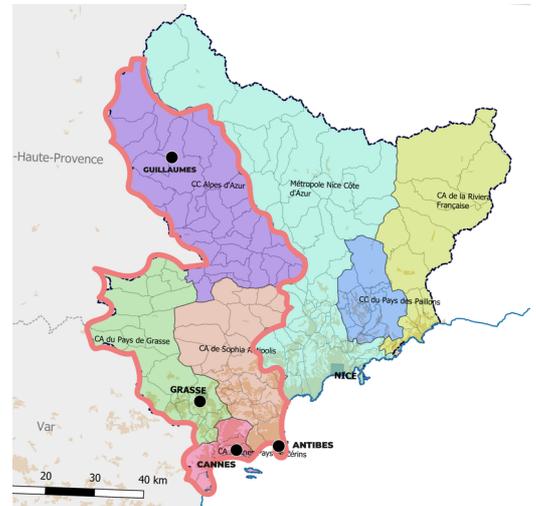
Pour citer l'œuvre :

Lumia, "Etat de l'art sur les solutions régénératives à l'échelle de territoires" dans le cadre du projet de recherche-action Régén'ère Azur, 2023.

Régén'ère Azur en quelques mots

Objectifs :

Le projet de recherche-action Régén'ère Azur, d'une durée de trois ans, est porté par le Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse en partenariat avec le centre de recherche-action LUMIÀ et le cabinet de sociologie Change it Use it. Il ambitionne d'expérimenter de nouvelles coopérations et alliances stratégiques entre entreprises et collectivités territoriales et de concevoir de nouveaux instruments de développement entrepreneurial et territorial visant la mise en œuvre de pratiques et de modèles régénératifs.



La première année du projet vise à la fois à :

- réaliser un diagnostic du territoire, le Pôle Métropolitain Cap Azur,
- impulser une dynamique régénérative au sein du territoire en réunissant une soixantaine d'acteurs (publics, privés, associatifs et citoyens), appelés les Régén'ère Acteurs/Actrices,
- identifier trois solutions régénératives pertinentes pour le territoire.

Méthode mise en œuvre :

- • Etat de l'art de démarches territoriales régénératives ◀
- Etat de l'art sur les conditions de réussite des démarches territoriales multi-acteurs
- Réalisation de 50 interviews, d'une analyse documentaire et d'un questionnaire à l'attention des Régén'ère Acteurs pour alimenter le diagnostic territorial
- Animation de deux ateliers de sensibilisation sur l'économie régénérative et la gouvernance partagée
- Questionnaire à l'attention des Régén'ère Acteurs pour interroger leur propre positionnement par rapport aux enjeux du régénératif
- Visite de la Biovallée de la Drôme avec des élus et des techniciens des intercommunalités, les mécènes et quelques Régén'ère Acteurs
- Animation de deux ateliers de coproduction d'une vision souhaitable du territoire et de trois solutions régénératives

Les années 2 et 3 ont pour objectifs de réunir les parties prenantes de chaque solution régénérative identifiée, d'identifier les meilleurs modèles économiques et de gouvernance pour les trois solutions identifiées, et de préparer leur mise en œuvre effective (financements, répartition des rôles, plan d'action...).

Introduction



Genèse et réalisation de l'état de l'art..... p4-6

Les territoires



- Territoire 1 : Le Costa Rica, ou la régénération à l'échelle d'un Pays..... p7-15

- Territoire 2 : La Biovallée ou la régénération à l'échelle d'un bassin versant..... p16-24

- Territoire 3 : Start Up de Territoire ! Quand les acteurs locaux coopèrent pour répondre aux enjeux locaux par l'économique..... p25-31

Conclusion



Recommandations pour le projet Régén'ère Azur..... p15,24 et 31

Annexes



- Sources..... p33-34

- Partenaires..... p35

Genèse et réalisation de l'état de l'art



La régénération Socio-Écologique : une non préoccupation des Territoires

La régénération socio-écologique consiste à mettre la vie et le vivant au centre de chaque action et décision (Hawken, 2021), à soutenir et à dynamiser la vie sous toutes ses formes (humaine et non-humaine) et à améliorer la capacité des systèmes socio-écologiques à fournir les services écosystémiques dont ils sont porteurs (Casadiago, 2021).

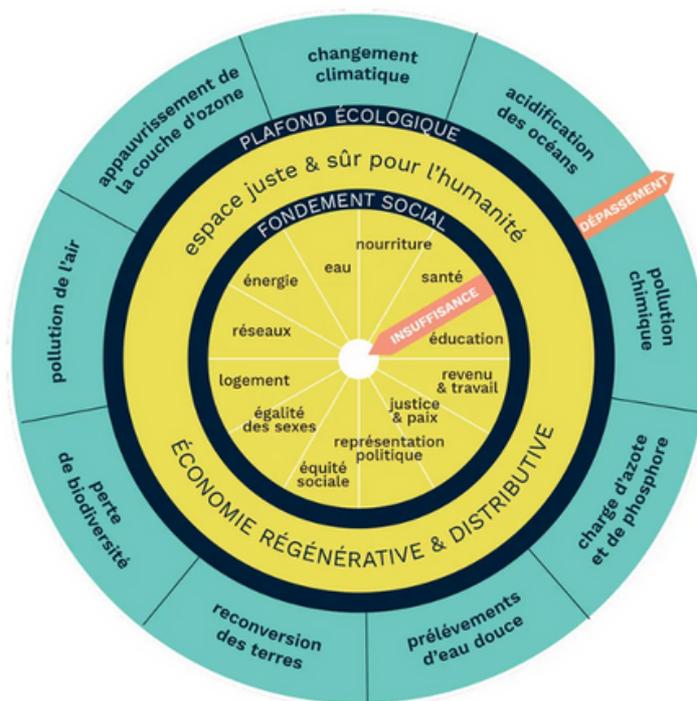
Cette régénération socio-écologique est principalement investie aujourd'hui par le monde économique. Alors que les entreprises ou les activités en lien avec le vivant ont été les organisations pionnières dans la définition de cette régénération et la transformation de leurs pratiques, force est de constater que le monde économique s'empare de plus en plus du concept d'économie régénérative. Ce développement s'est en premier lieu opéré dans des entreprises déjà fortement engagées dans la protection de l'environnement et de la biodiversité tels que Patagonia ou Timberland.

Si le monde économique s'empare de ce concept, force est de constater que les territoires n'ont pas encore saisi cette opportunité de s'appuyer sur la biodiversité pour favoriser un développement plus harmonieux.

La "Donut Economy" comme source d'une évaluation territoriale

Kate Raworth, économiste britannique, à la demande de l'ONG OXFAM, a réalisé des études pour définir les contours d'une économie qui respecterait à la fois la planète et les hommes. Elle s'est ainsi appuyée sur les travaux scientifiques développés initialement par le Stockholm Research Center sur les Limites planétaires et sur les objectifs de développement durable définis en 2015 par l'ONU. Ainsi elle a défini l'économie du Donut c'est-à-dire l'espace sûr et juste dans lequel le développement humain respecterait son environnement et permettrait à tout individu de disposer d'une vie digne.

Le laboratoire qu'elle a créé à notamment mis au point une méthode à appliquer à l'échelle d'un territoire. Jusqu'alors, quelques villes pionnières se sont saisies de cette méthode et ont testé et développé des outils facilitant la mise en œuvre de ce concept au niveau local. On peut ainsi citer les villes d'Amsterdam, de Bruxelles et aussi Grenoble : première ville française à s'engager (la phase de diagnostic a été finalisée en décembre 2022).



Le choix de l'analyse du Costa Rica

D'autres laboratoires ont réalisé des évaluations à l'échelle nationale. Une recherche menée en 2018 par O'Neill et ses collègues, partant d'indicateurs différents pour évaluer les enjeux environnementaux et sociaux, conclut qu'aucun pays n'a réussi à proposer à sa population un espace sûr et juste. Au plus un pays rencontre d'enjeux sociaux, au plus il a tendance à dépasser des seuils écologiques critiques et inversement.

En 2019, Jason Hickel reprend cette étude et en partant des mêmes données, adopte une méthode d'analyse un peu différente ; constatant qu'O'Neill et ses collègues ont adopté une approche binaire des seuils écologiques et sociaux, Hickel décide de normaliser tous les seuils. Cette nouvelle étude met en évidence que si aucun pays n'est dans l'espace sûr et juste, certains y sont presque. Le Costa Rica est peut-être le cas le plus prometteur, en atteignant un score social de 1,03 pour un impact écologique de 1,25 : soit un niveau très proche des seuils écologiques critiques.

Les choix opérés pour retenir les projets de régénération socio-écologique

En parallèle, l'état de l'art s'est appuyé sur les contraintes fortes environnementales et les dynamiques locales d'acteurs en France. Le concept notamment de biorégion a retenu notre attention. La biorégion est un territoire délimité par des caractéristiques écologiques relativement homogènes et autonomes « en cohérence avec la population, sa culture et son histoire » (Latouche, 2019). Ainsi, l'expérience de la Biovallée dans la Drôme a été reconnue comme étant un cas d'étude spécifique. A l'origine d'une problématique environnementale centrée sur l'eau, et plus précisément sur la qualité de l'eau de la Drôme, le projet a évolué vers des actions de transition écologiques et sociales avec la création d'écosystèmes particuliers. Avec un vécu important, la Biovallée constitue une source intéressante de réflexion mais aussi un moyen d'identifier les freins et les limites de telles démarches.

De l'autre côté du Rhône, une autre dynamique territoriale, centrée sur les problématiques locales à résoudre par les acteurs locaux, nous a semblé pertinente. Issue du monde de l'économie sociale et solidaire, cette initiative rassemble les forces vives du territoire de l'agglomération de Valence pour définir de nouvelles activités et de les accompagner dans leur développement. Ainsi Start-up de territoire, initié à Romans-sur-Isère, facilite le développement d'activités portées initialement par un collectif de personnes engagées localement en vue de trouver des solutions à des problématiques locales qui ne sont pas adressées par les autres acteurs présents.

Les cas étudiés visent donc à la fois à montrer que la régénération est possible à l'échelle d'un territoire mais qu'elle répond aussi et surtout à des problématiques locales auxquelles le territoire de Cap Azur est confronté et que les dynamiques novatrices d'acteurs peuvent permettre de résoudre.

Territoire #1 : LE COSTA RICA

OU LA RÉGÉNÉRATION À L'ÉCHELLE D'UN PAYS

Petit pays situé sur l'isthme reliant l'Amérique du Sud à l'Amérique du Nord, le Costa Rica est constitué d'une mince bande de terre de 200 km de largeur moyenne. Et pourtant, **le Costa Rica est reconnu pour être le pays à la biodiversité la plus riche de notre planète** attirant des touristes du monde entier.

Alors quelles ont été les actions engagées pour atteindre ces résultats ? Comment l'Etat dans les années 1990 a réussi à engager des dynamiques de reforestation et à inverser la tendance à la déforestation qui prédominait depuis 50 ans ? Comment le Costa Rica en s'appuyant sur la biodiversité est devenu l'Etat le plus florissant économiquement d'Amérique du Sud?



Costa Rica

La géographie du Costa Rica

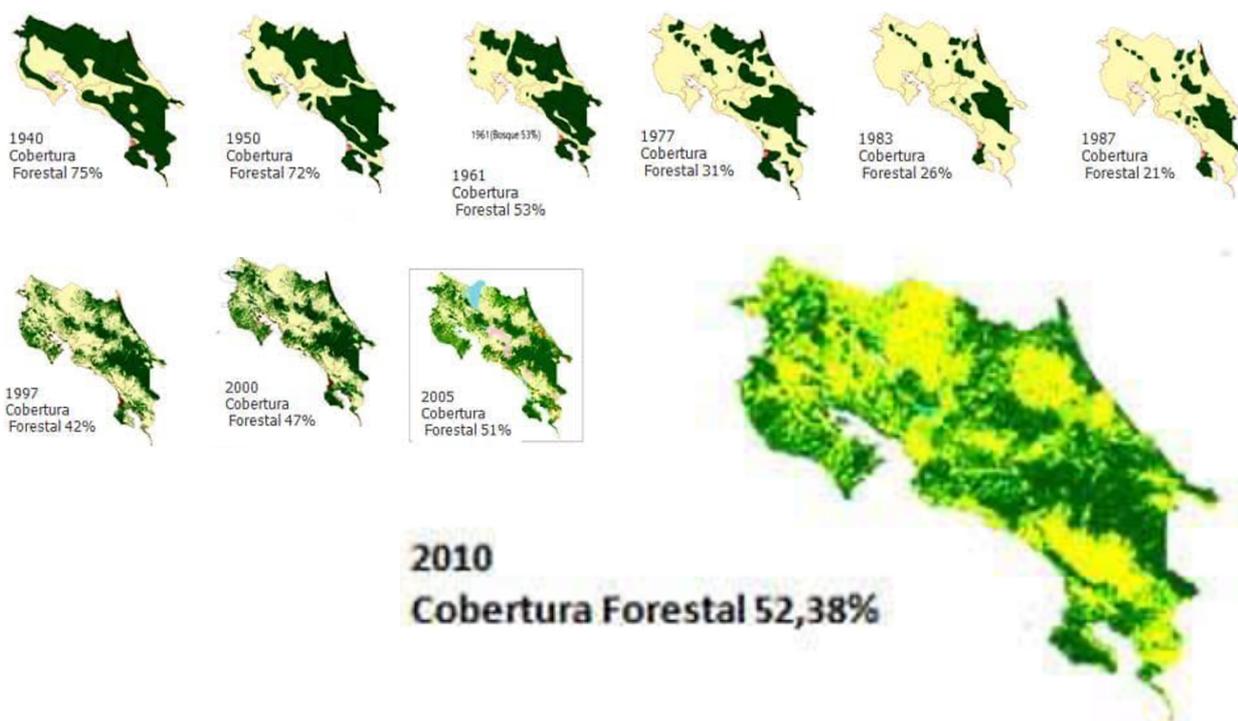
Le Costa Rica est une bande terre qui sépare la mer des Caraïbes à l'est-nord-est, de l'océan Pacifique au sud-ouest. La frontière nord du pays borde le Nicaragua sur 309 km, et celle du sud-est le Panama sur 330 km.

Avec des cordillères au centre du pays formées par des volcans encore actifs et d'autres inactifs et une côte Ouest très découpée avec la présence de plusieurs golfes pour 1290 kms et 690 km de côte, le pays dispose d'une forêt tropicale exceptionnelle marquée par les conditions diversifiées de la géologie, de la topographie et de la végétation. Avec une superficie de quelque 51 000 km², son territoire est légèrement plus grand que la Suisse et environ dix fois moins étendu que la France.



La population, qui est essentiellement d'origine européenne, s'élève à 4,9 millions d'habitants.

Une biodiversité exceptionnelle mais dégradée jusqu'en 1990



Ces conditions particulières permettent d'abriter une richesse biologique exceptionnelle mais qui a été dégradée au fil des années par les activités agricoles et notamment par la production de café, d'ananas, de bananes, Ainsi le pays, riche en ressources naturelles affichait l'un des plus forts taux de déforestation d'Amérique latine en 1990 entraînant la disparition de nombreuses espaces et en créant des pressions fortes sur la biodiversité, sur les sols, sur la gestion de l'eau.



Toutefois très tôt, la conscience environnementale des politiques et des citoyens s'est exprimée. En 1949, le président José Figueres Ferrer a créé l'ICE en nationalisant la production et la distribution de l'électricité. Un an plus tôt, celui que les Costaricains surnomment affectueusement Don Pepe, démilitarisait le pays, au bénéfice de l'éducation et du système de sécurité sociale. Ce choix vaudra au Costa Rica son surnom de « Suisse d'Amérique latine ».

« Un pays où la population est informée et consciente des enjeux environnementaux ».

Costa Rica

La nature comme outil de développement du Pays

Compte tenu de l'érosion rapide de la forêt et des conséquences pour la biodiversité, sur les habitants et sur l'économie qui faisait du pays une destination touristique de choix, les autorités ont pris des mesures importantes pour favoriser la reforestation.

Ainsi, le droit de chaque citoyen à vivre dans un environnement sain est inscrit dans la Constitution et près d'un quart du territoire est classé "parc national" ou "réserve naturelle".



Le pays a mis en place deux types de politiques de conservation des forêts. D'une part, **la politique de création et d'entretien des aires protégées** (parcs, réserves etc.) s'est développée à partir des années 1970 et a pris en charge la gestion des forêts publiques. Elles correspondent aujourd'hui à environ 25% du territoire national. D'autre part, **le Programme de Paiement pour Services Environnementaux (PPSE)**, mis en place par la loi forestière de 1996, consiste en l'attribution de subventions étatiques aux propriétaires de forêts privées qui recouvrent un autre quart du territoire costaricien. Inscrit initialement dans la continuité d'anciennes subventions forestières aux objectifs productifs, il évolue rapidement vers un programme de conservation des forêts privées. Ces deux politiques sont mises en œuvre par deux institutions publiques, créées à la même période, à savoir la fin des années 1990 : d'une part, le Système national des aires de conservations (SINAC) en charge de la politique des parcs et d'autre part, le Fond national de financement forestier (FONAFIFO), en charge du PPSE.

Ces programmes de subventions de la forêt ont rapidement porté leurs fruits. Alors que la forêt ne représentait pas plus que 21% de la surface du pays en 1987, 10 ans plus tard celle-ci avait doublé de superficie. En 2022, elle représentait 58% de la surface du pays abritant une biodiversité incroyable. Si le Costa Rica ne couvre que 0,03 % de la surface de la planète, aujourd'hui aucun autre pays au monde n'atteint une telle biodiversité.

Le Costa Rica abrite seul 5% de la biodiversité mondiale !

Costa Rica



En parallèle, les autorités au travers de leurs diverses institutions ont créé une plateforme technologique regroupant les savoirs de plus de 30 ans de recherche de bio-prospection sur la faune et la flore qui présentent une forte valeur ajoutée pour le développement de principes actifs pour l'industrie pharmaceutique, cosmétique, ainsi que pour l'industrie agro-alimentaire. Les espèces sont géographiquement et génétiquement identifiées et les informations regroupées constituent une précieuse base de données sur la biodiversité. La bibliothèque la plus grande du pays recense 20 000 espèces.

La réglementation nationale pour un usage durable de la biodiversité s'est différenciée des politiques mises en place par les autres pays pour permettre une exploitation mesurée, ce qui a notamment donné lieu à des accords passés entre des organismes costariciens et des entreprises. **Toute entreprise, nationale ou étrangère, ainsi que tout organisme intéressé pour accéder aux ressources de la biodiversité doivent au préalable répondre à certaines exigences.** Le CONAGEBIO définit et coordonne les politiques d'accès à la biodiversité ainsi que le savoir qui y est associé pour s'assurer de l'adéquation technique, scientifique et de la juste distribution des bénéfices.



Un élément clé du programme de réduction des émissions du Costa Rica par l'intermédiaire du FCPF est **un plan inclusif de partage des bénéfices ciblant les communautés locales qui protègent et restaurent les forêts.** L'objectif est d'améliorer les revenus des populations rurales et de renforcer la résilience économique grâce à des activités qui favorisent l'atténuation du changement climatique et l'adaptation des écosystèmes forestiers.

Ce plan intègre un fonds en faveur des entreprises écologiques, afin de reverser des bénéfices à des personnes ou des groupes de propriétaires ou de non-propriétaires de forêts qui, autrement, ne percevraient rien. Par ailleurs, un fonds pour le développement durable partage les bénéfices avec les groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

Un crédit-carbone, qui correspond à une tonne de CO₂, a longtemps eu une valeur située entre 7 et 15 euros (et jusqu'à 30 euros en 2008). **Une surface de forêt de 500 hectares pouvait ainsi valoir jusqu'à 150 000 euros par an.**

Costa Rica



Les agriculteurs costaricains y ont trouvé leur intérêt. Ils ont été nombreux à laisser des parcelles se reboiser afin de toucher les chèques distribués par le Fonds national de financement forestier (Fonafifo) pour "service rendu à l'environnement". **En vingt ans d'existence, cet organisme a financé la plantation et l'entretien de 70 millions d'arbres et versé environ 25 millions d'euros aux propriétaires terriens.**

Ce plan d'action a été renforcé par un financement des Nations Unies à hauteur de 54 millions de dollars (46 millions d'euros) pour la plantation de 535000 hectares, le pays s'étant engagé à respecter les accords de Paris et à devenir exemplaire pour le reste du monde en matière de lutte contre le changement climatique.

Enfin, la régénération de la forêt et de la biodiversité ont rendu le pays très attractif pour les touristes.

L'Etat a ainsi défini le tourisme durable comme l'interaction équilibrée entre l'utilisation des ressources naturelles et culturelles du pays, l'amélioration de la qualité de vie des communautés locales et le succès économique de l'industrie mais aussi en tant que destination de bien-être. Ce tourisme durable constitue une opportunité pour les touristes de vivre des expériences intégrales dans la nature, la gastronomie, l'aventure, le bien-être et la culture, au profit de la chaîne de valeur des différentes communautés.

Du point de vue économique, le Costa Rica encourage les touristes à compenser l'empreinte carbone générée par les vols aériens et les voyages terrestres afin de faciliter la collecte de ressources financières pour le Programme de paiement des services environnementaux (PSA), grâce à l'accord signé par l'Institut costaricien du tourisme (ICT) et le Fonds national de financement des forêts (Fonafifo). Avec les ressources de cette initiative, la plantation d'arbres, la protection des bassins hydrographiques, la régénération naturelle, ainsi que les systèmes agroforestiers dans les exploitations agricoles et/ou les zones préalablement sélectionnées entre les deux institutions seront encouragés par le biais du programme de paiement des services environnementaux. Par exemple, le Costa Rica a reçu plus de 3 millions de visiteurs en 2018, générant +4,5 millions de CO2. Avec ce nouvel outil, près de 14 000 hectares de forêts vont être financés/reboisés.

Costa Rica

Un pays engagé dans la transition énergétique



Avec des capacités hydrauliques importantes, le pays a construit plusieurs barrages d'ampleur dès les années 1950 et dès les années 1980, le pays a été pionnier en Amérique latine dans la recherche en énergie éolienne.

Aujourd'hui 99% de l'électricité est produite avec des EnR.

La consommation d'énergie primaire du Costa Rica atteignait 43,9 GJ/habitant en 2019, niveau inférieur de 45 % à la moyenne mondiale et de 16 % à celle de l'Amérique latine.

La production d'électricité a progressé de 230 % entre 1990 et 2019 ; elle se répartit en 0,8 % de pétrole et 99,2 % d'EnR : hydraulique 68,3 %, éolien 15,7 %, géothermie 13,2 %, biomasse 1,5 % et solaire 0,5 %. Même si l'électricité ne représente que 22,1 % de l'énergie finale consommée, dominée par les produits pétroliers, la consommation d'électricité par habitant du Costa Rica était en 2019 inférieure de 36 % à la moyenne mondiale et de 1,5 % à celle de l'Amérique latine.

Les émissions de CO2 liées à l'énergie au Costa Rica étaient en 2019 de 1,49 t CO2 par habitant, niveau inférieur de 66 % à la moyenne mondiale et de 29 % à celle de l'Amérique latine.

Un pays en capacité de s'autolimiter

Le Costa Rica a opté pour un modèle de croissance limitée, sans agglomérations, où le bien-être est un mode de vie, dans lequel **94%** des hébergements touristiques ont moins de 40 chambres.

Un des objectifs du Costa Rica est de limiter à **1,5 millions** le nombre de voitures circulant quotidiennement d'ici 2030, soit réduire le nombre actuel de moitié. **Pour 2030, l'État prévoit aussi de compter 70 % de bus et taxis électriques, jusqu'à atteindre 100 % en 2050.** En 2050, la vente de véhicules neufs à émission carbone serait interdite. Et depuis 2017, le pays a supprimé les taxes douanières pour les véhicules électriques afin d'inciter leur achat. L'objectif du Costa Rica est donc de développer un transport à faible émission.

Costa Rica

Un pays avancé sur le plan social

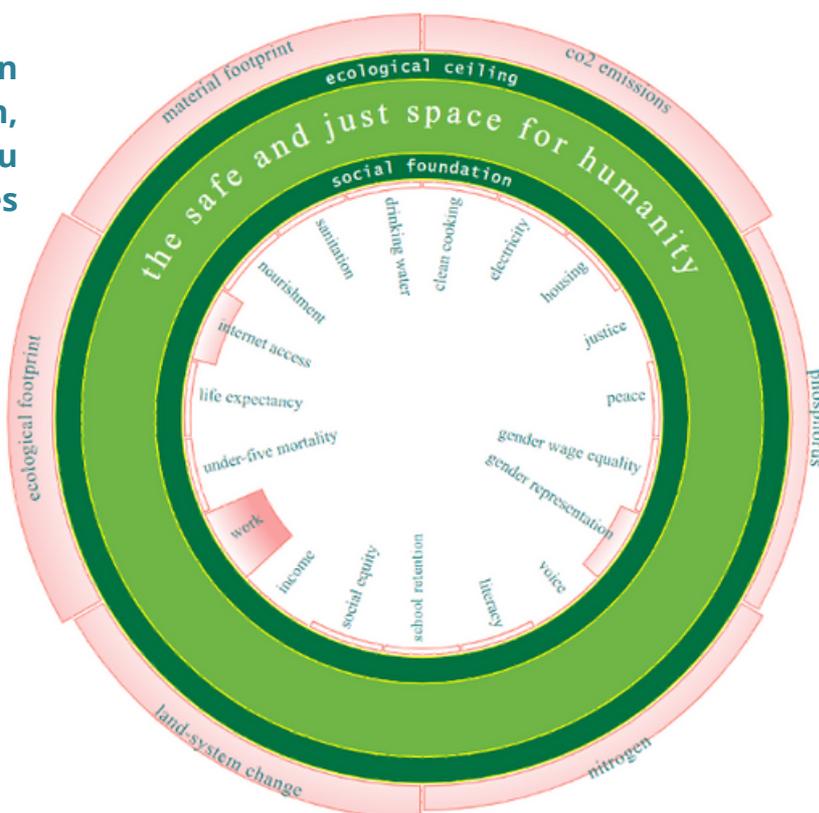
Les indicateurs de développement humain actuels témoignent de son progressisme social : un taux d'alphabétisation à 97,8 %, une espérance de vie avoisinant les 80 ans et un PIB par habitant de 13 900 euros, qui le classent au deuxième rang de l'isthme centraméricain, après Panama. La pauvreté, l'inégalité des revenus et les écarts entre les sexes au Costa Rica sont faibles par rapport aux normes latino-américaines, mais élevés par rapport aux niveaux de l'OCDE.

Toutefois, le Costa Rica est l'un des rares pays à disposer d'un plan d'action pour l'égalité des sexes permettant de procéder à une distribution équitable des bénéfices de son programme de réduction des émissions.

Aujourd'hui, les dépenses en matière de santé et d'éducation, respectivement 9,3 % et 7,6 % du PIB, sont comparables à celles des pays de l'OCDE.

Le Costa Rica se positionne quasiment au niveau de l'espace sûr et juste

Une étude a été menée pour savoir si dans le monde, certaines populations vivaient dans l'espace sûr et juste. Cette étude a démontré dans un premier temps qu'aucun des pays du monde ne permettait de vivre dans cet espace. Une seconde étude a toutefois permis d'identifier certains pays très proches de cet espace. Le Costa Rica est ainsi considéré comme le pays le plus proche de cet espace sûr et juste notamment en raison des efforts réalisés sur le plan social.



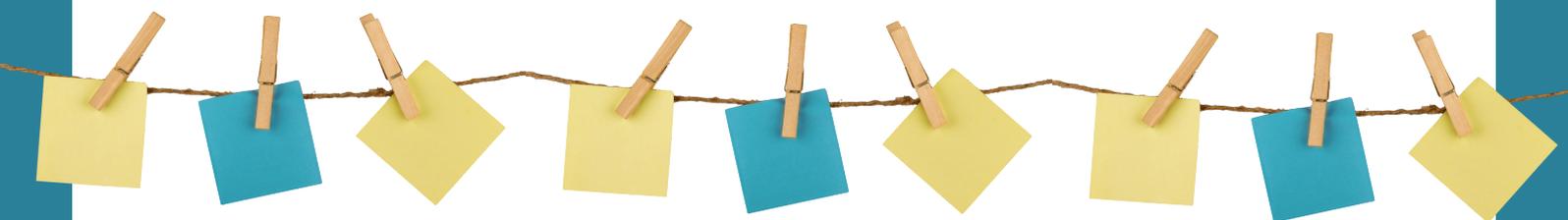
Que retenir de la démarche pour le projet Régén'ère Azur ?



Alors que le Costa Rica a connu comme d'autres pays une phase importante de déforestation, les politiques menées ont permis d'inverser cette tendance grâce à la mise en place de compensation pour les populations concernées et notamment pour les agriculteurs. Ce faisant, la reconquête de la biodiversité par les politiques de conservation mais aussi par la valorisation monétaire des effets de la forêt a permis de régénérer la biodiversité pour en faire **un hotspot de biodiversité reconnu mondialement**. Ce faisant, cette impressionnante biodiversité est devenue le **principal facteur de développement du tourisme responsable ce qui a favorisé le développement économique du pays**.

Le territoire de Cap Azur bénéficie lui aussi d'une richesse par les surfaces de forêts présentes, par la diversité également des paysages et par la richesse de sa biodiversité (la biodiversité du département est la plus riche de la métropole). Le tourisme sur le littoral est déjà très important voire trop important pour le respect de la biodiversité. Est-il possible de conjuguer développement de la biodiversité et tourisme ? Est-il possible de favoriser le potentiel régénératif du territoire pour développer un tourisme plus responsable voire régénératif ? Les réponses à ces questions impliquent de repenser l'aménagement et le développement du territoire. De considérer le foncier comme porteur de potentiel régénératif, de considérer les ressources naturelles locales comme des communs, de renforcer les services écosystémiques de soutien et de régulation sur le territoire, de réduire la dépendance notamment alimentaire du territoire, et que ce développement soit réalisé au profit de la population locale.

Le Costa Rica montre une voie pour un développement plus harmonieux du territoire, basé sur la biodiversité et ses capacités de régénération. En s'en inspirant, le territoire de Cap Azur peut-il devenir le Costa Rica français ou européen ?



Territoire #2 : LA BIOVALLÉE

OU LA RÉGÉNÉRATION À L'ÉCHELLE D'UN BASSIN VERSANT

Pays : France / Région : Auvergne Rhône-Alpes Territoire : 3 EPCI



Eco-territoire devenu une référence à l'échelle nationale et européenne, la Biovallée, **« la Vallée du Vivant »**, est notamment connue pour son engagement en faveur de la préservation de la rivière Drôme et en matière d'agriculture biologique. La part des surfaces cultivées en agriculture biologique y est six fois plus importante qu'au niveau national, une des nombreuses raisons expliquant **l'attractivité de ce territoire rural** qui note une augmentation de la population de près de 1% par an depuis 10 ans.

Présentation du territoire

Dans les années 1980, la rivière Drôme est utilisée comme égout et décharge publique. Elle est interdite à la baignade. Loin de se résigner, des acteurs publics et privés se fédèrent pour remédier à la situation.

Des contrats de rivières sont lancés, des décharges sont fermées, des dizaines de stations d'épuration sont créées. Les carrières illégales sont fermées, l'agriculture revoit ses pratiques et raisonne ses traitements et ses prélèvements, ... 20 ans plus tard, ce cours d'eau devient une rivière propre, naturelle, libre, où la biodiversité gagne du terrain. Les poissons sont de retour, comme les loutres. Le tourisme se développe. Cette aventure initiale - **récompensée en 2005 par le très convoité premier prix mondial pour la gestion de l'eau Riverprize** -, marque le lancement de l'association Biovallée de la Drôme, qui ne cesse depuis de développer des outils de coopération au service de la transition et de la régénération du territoire.

Véritable laboratoire de développement humain soutenable, ce territoire rural de 57 000 habitants répartis autour de trois communautés d'agglomération s'est organisé autour d'un système de gouvernance innovante rassemblant les associations, les habitants, les collectivités et les entreprises. Ensemble, ils mènent depuis des résistances créatrices (ligne ferroviaire sauvegardée, lycée sport nature, collège et cirque, ...), des expérimentations sociales (compagnons de la terre, centrales villageoises solaires, ...) et une vision transformative radicale fondée sur la coopération entre acteurs (travail avec des Universités, développement d'observatoires de bonnes pratiques, réseau des biodistricts européens,...).

Premier territoire d'agriculture biologique de France, avec près de 40% de cultures en bio, le territoire est aujourd'hui à plus de 50% boisé. Il accueille une biodiversité extraordinaire, riche de plus de 5000 espèces végétales, 116 espèces animales remarquables et 3 réserves naturelles (45 000 ha). Et surtout, le territoire est devenu un **écosystème innovant hors du commun, avec une myriade d'initiatives de la transition écologique** autour de l'agroécologie et de la bioéconomie, de l'autonomie énergétique, de la mobilité décarbonée ou de pôles d'innovation rurale et de formation. Ce qui a eu, sans surprise, un énorme impact sur la notoriété et l'attractivité du territoire, qui accueille désormais de nombreux nouveaux arrivants.

La Biovallée

La Vallée de la Drôme s'étend sur une surface de 2 200 km². Située entre le Vercors et la Drôme Provençale, ce territoire géographique est celui du bassin versant de la rivière Drôme. La vie économique et sociale est structurée autour des trois bassins de vie de Die, Crest et Livron-Loriol.



Le territoire compte au total 96 communes pour 56000 habitants répartis comme suit :

- La communauté de communes du Val de Drôme : 29 communes, 30 400 habitants
- Le Crestois et Pays de Saillans : 15 communes, 15 700 habitants
- Le Diois : 50 communes, 11 900 habitants

Le terme Biovallée désigne à la fois :

- Le territoire géographique du bassin versant de la rivière Drôme
- Le projet territorial de transition
- Une marque déposée en 2002

Historique : les origines de la Biovallée

La dynamique de la Biovallée a pris racine dans l'histoire de son territoire.

La Biovallée, un territoire de transit et de brassage de la population

« La Vallée de la Drôme est depuis la période romaine un lieu de passage des populations et des idées. » Claude Veyret, administrateur de l'association Biovallée. Située près d'axes marchands anciens, entre les Alpes et le Rhône, près de la Suisse et de l'Italie, la Biovallée est un **territoire de transit depuis plusieurs siècles**. Terre d'accueil des protestants, de républicains espagnols durant la guerre civile, de maquisards pendant la Seconde Guerre mondiale, l'ouverture de la population locale a permis d'accepter, des années plus tard, l'arrivée d'européens mus par des convictions écologiques fortes. Développée au fil des ans,

cette ouverture à la diversité des cultures nourrit encore la dynamique de la Biovallée.

La Biovallée, une terre d'accueil pour des néo-ruraux innovateurs

Marquée par l'exode rural dans les années 1970/1980, la Biovallée attire de nombreuses familles françaises, hollandaises, suisses, allemandes souhaitant incarner leur vision post-matérialiste allant de pair avec un retour à la terre, une recherche d'autonomie, de qualité de vie. Animés par cet esprit pionnier, visionnaire et innovateur, ces néo-ruraux investissent différents domaines clés de la société : agriculture, éducation, vie économique ; sous le regard globalement bienveillant des natifs du territoire. Cette **propension à l'innovation et à la création d'activité** sera également le terreau de nombreuses autres initiatives par la suite.

La Biovallée, un territoire rural, aux sols agricoles pauvres : ou comment transformer une contrainte en opportunité

Présentant de nombreux attraits : un climat clément, un environnement naturel sain, beau, diversifié, la Drôme est cependant constituée de sols agricoles relativement pauvres. « Cette caractéristique a rapidement contraint les agriculteurs à abandonner la course à la compétitivité lancée par le gouvernement, dans le cadre de sa stratégie de modernisation de l'agriculture ». L'agriculture biologique, de qualité, est présentée comme une solution pour se différencier, faire rayonner la région et sortir le territoire d'un processus de marginalisation. Un programme inter coopératif de développement de l'agriculture biologique (PIDA Bio) est lancé permettant d'infléchir les politiques locales en faveur de la bio.

La Biovallée

La Biovallée, un territoire où les élus locaux se sont impliqués aux côtés des habitants

C'est dans les années 1980 qu'une réelle dynamique collective de développement durable voit le jour. La rivière de la Drôme est alors fortement polluée, notamment par les produits chimiques de la viticulture. Sous l'impulsion de plusieurs élus du territoire, le souhait d'assainir la Drôme, « et de rendre la rivière baignable » fédère les énergies et permet d'aboutir au premier Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de France.



Historique : Quelques dates

1980

Création du syndicat mixte de la rivière Drôme (SMRD).

1990-1996

La vallée de la Drôme devient territoire expérimental pour la nouvelle loi sur l'eau avec un premier contrat de rivière.

1990

Épisode de sécheresse engendrant des conflits autour des usages de l'eau.

1992

Création des commissions locales de l'eau et la loi sur l'eau.

Les commissions sont représentées par l'État (25 %), par les collectivités locales (50 %) et par les usagers (25 %)

1996

Mise en place de la collecte sélective des déchets.

1997

Premier schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de France, alors que la loi sur l'eau est encore en écriture.

1999

2ème contrat de rivière.

2005

Obtention du premier prix mondial Riverprize en Australie (450 candidats, 35 pays) : la Drôme est désormais baignable sur 95% de son cours, des activités touristiques (canoë-kayak, rafting, pêche, randonnée...) se développent, les loutres et les castors s'installent à nouveau.

2013

Nouveau SAGE.

La Biovallée

Une amplification de la démarche grâce aux investissements publics

La dynamique de la Biovallée a été largement amplifiée par la capacité à obtenir des financements publics.



Le soutien de la région Rhône-Alpes

Entre 2009 et 2014, la Biovallée a été référencée comme l'un des sept « grands projets Rhône-Alpes » (GPRA). Dotée d'une **enveloppe de 10 millions d'euros**, ce soutien régional va permettre l'émergence et le lancement de **191 projets emblématiques**, innovants et précurseurs, pour un montant total de **35 millions d'euros investis** dans différents domaines : énergies renouvelables, agriculture et circuits courts, filières économiques nouvelles, formation des artisans à l'écoconstruction...

En 2012, afin que la dynamique impulsée se poursuive au-delà du terme du programme GPRA, les parties prenantes intercommunales se mobilisent et créent l'association Biovallée. L'objet de l'association est de contribuer à faire de "la Biovallée" un territoire modèle en matière de transition écologique et sociale, par tous et pour tous. En 2022, l'association Biovallée compte 6 salariés, fédère 275 adhérents répartis en 4 collèges : les entreprises, les collectivités, les associations et les habitants.e.s.

En 2015, suite à l'arrêt des financements attribués au fonctionnement de la dynamique dans le cadre de Grands Projets Rhône - Alpes (GPRA), l'association Biovallée connaît plusieurs crises de gouvernance et son rôle s'affaiblit progressivement face aux tensions politiques et aux différences de vision en matière d'écologie.

Une amplification de la démarche grâce aux investissements publics

Le soutien de l'État

En 2020, l'État lance l'Appel à Projets « **Territoires d'innovation** ». Ce Plan d'investissement d'avenir (PIA) vise à accélérer la transition écologique et sociale et permet à la Biovallée de dépasser les freins politiques rencontrés. Les trois intercommunalités se saisissent de l'appel à projets et délèguent à l'association Biovallée la gestion de la candidature. A cette occasion, Biovallée a pu restructurer sa gouvernance et remobiliser les acteurs pour identifier de nouveaux projets coopératifs de la Biovallée. Lauréats de l'appel à projets, l'objectif en tant que Territoire Innovant de Grande Ambition est de **devenir un laboratoire d'expérimentation des solutions de transition en milieu rural et d'accélérer les transitions de la vallée**. La Caisse des Dépôts et Consignations soutient ce projet à hauteur de 5,7 millions d'euros de subventions précisément allouées à 51 opérations, et de 12,8 millions d'euros d'investissements potentiels pour 5 entreprises locales.

Les objectifs du programme sont articulés autour de 5 axes :

- Transformer l'agriculture et générer des emplois grâce au déploiement de cultures bio et de pratiques agroécologiques ;
- Mettre en place un système d'économie circulaire pour récupérer et transformer les déchets ;
- Réduire les flux de mobilité des personnes, marchandises et déchets et tendre vers une mobilité connectée et décarbonée ;
- Atteindre une autonomie en énergie durable locale en agissant notamment sur les logements mal isolés et en développant une plateforme de développement des énergies renouvelables citoyenne (Dwatts) ;
- Développer des pôles d'innovation et de formation, notamment pour l'apprentissage des nouveaux métiers par les jeunes générations.

Au total, ce sont près de 30 millions d'euros qui ont été investis par la sphère publique depuis les années 2010.

La Biovallée

Les facteurs clés de réussite

Les facteurs clés de la réussite de la Biovallée sont multiples : l'implication de la société civile (citoyens et associations) et des échanges constructifs entre les anciens et les néoruraux, l'implication de réseaux extérieurs au territoire, la diversité des acteurs impliqués qui permet de tendre vers l'intérêt général, une vision commune entre les différentes parties prenantes qui renforce l'esprit de communauté et la coopération, l'implication des élus locaux et la circulation de l'information avec notamment l'implication de la radio locale R-Dwa.

La Biovallée a su relier différentes initiatives, publiques, privées et citoyennes, entre elles, les structurer et leur donner du sens. L'histoire n'a pas toujours été simple et les problèmes de gouvernance rencontrés, lors de périodes d'évolution du projet (entre deux périodes de financement du projet), ont pu laisser quelques traces encore présentes aujourd'hui.

Les facteurs d'amélioration

On note en Biovallée une relative pauvreté de la population.

La notoriété de l'association Biovallée est assez limitée sur son propre territoire (des acteurs engagés du territoire ne sont pas forcément adhérents à l'association), voire nuisible pour certains car son attractivité vient exacerber certains problèmes (pression sur les ressources, le foncier, accès au logement...).

Par ailleurs, la répliquabilité de ce modèle dans les territoires ruraux est limitée dans la mesure où l'orientation vers l'agriculture biologique au départ était liée à la nécessité de sortir d'un processus de marginalisation.



Que retenir de la démarche pour le projet Régén'ère Azur ?

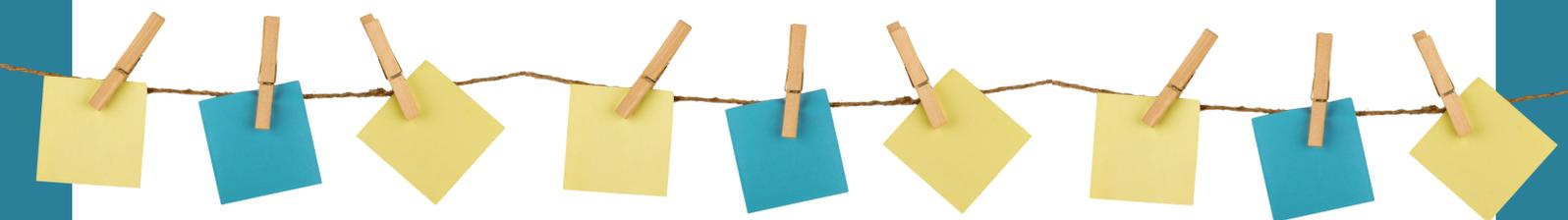


La Biovallée s'inscrit pleinement dans une visée régénérative.

Au départ du développement de cette région, les acteurs locaux se sont organisés pour régénérer la rivière Drôme avec succès. Cette action a notamment nécessité de revoir les pratiques industrielles et surtout agricoles.

La mise en œuvre a ainsi **conduit le secteur agricole à s'orienter vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement et à plus haute valeur ajoutée via l'Agriculture Biologique**. Ainsi la reconquête de la qualité de l'eau mais aussi la réduction des prélèvements pour régénérer la Drôme a eu aussi pour conséquence la régénération des sols.

Ainsi, la régénération sur l'une des limites planétaires peut selon les conditions pour aller vers cette régénération générer d'autres impacts positifs sur une autre limite planétaire. **Le caractère systémique de la solution doit donc être envisagé dans les solutions qui seront mises en œuvre à l'échelle de Cap Azur.**



Territoire #3 : START UP DE TERRITOIRE !

QUAND LES ACTEURS LOCAUX COOPERENT POUR REpondre AUX ENJEUX LOCAUX PAR L'ECONOMIQUE

La dynamique Start up de territoire, née à Romans-Sur-Isère en 2016 sous l'impulsion du groupe d'insertion start up de territoire, a essaimé dans d'autres territoires de la métropole.

Aujourd'hui ces dynamiques sont engagées sur 10 territoires.



Dans cette étude de cas, nous nous attacherons au territoire pionnier Valence Romans Capitale des Start-Up de Territoire où se créent des **aventures entrepreneuriales à impact** à partir de séances d'idéation et des reconnections des citoyens à leur territoire. Ce qui nous intéresse dans cette étude de cas, ce sont les moyens qui ont été utilisé par les acteurs locaux pour aller de l'idéation à la mise en œuvre concrète d'activités, bien souvent au format d'entreprise pour répondre aux enjeux du territoire et créer de l'activité économique.

Comment des collectifs peuvent-ils être porteurs de sens et comment ce sens est transposé en modèle économique ? Comment en s'appuyant sur l'entrepreneuriat social est-il possible de résoudre des problématiques environnementales et sociales localement ?

Start up de territoire

La genèse de la dynamique



Le **Groupe Archer** est né en 1987 à Romans de la volonté d'acteurs locaux de regrouper leurs forces pour tenter de trouver des solutions à l'exclusion et au chômage.

Il participe au développement de l'activité économique du territoire à travers des partenariats originaux. En 2016, le Groupe Archer prend l'initiative d'une nouvelle forme de développement économique, Start-up de Territoire, en croisant innovation sociale et entrepreneuriat.

De cette large mobilisation citoyenne, plus de 200 personnes se sont rassemblées au siège du Groupe, de nouveaux projets émergent et se concrétisent pour inventer ensemble les Start-Up de demain.

Un an plus tard, le 2 février 2017, l'aventure redémarrait avec à nouveau plus de 250 personnes pour la seconde édition. Entre temps, des groupes s'étaient constitués pour avancer sur les pistes ouvertes lors de la première soirée. Portées par cette dynamique collective et soutenues par le Groupe Archer, de nouvelles actions ont vu le jour.

En 2018, une nouvelle étape était franchie avec un partenariat fort avec "Valence Romans Agglo" pour organiser une **troisième édition avec cette fois plus de 1400 personnes**. Le travail en ateliers autour d'une diversité de thématiques a alors permis de faire émerger des pistes pour de nouveaux projets.



Valence Romans Agglo est une communauté d'agglomération située dans le département de la Drôme, au sud de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Constituée depuis janvier 2017, elle rassemble 54 communes et compte un peu plus de 221 000 habitants. Elle est engagée pour un territoire toujours plus attractif et innovant, au bénéfice de la qualité de vie de tous les habitants.

Elle a obtenu plusieurs labels qui témoignent de son engagement en faveur de l'environnement.

La démarche a été **lauréate du PIA "Territoires d'Innovation de Grande Ambition"**. Elle a vocation à stimuler, à partir de séances d'idéation, des créations entrepreneuriales en s'appuyant sur la maîtrise d'usage du citoyen et en l'incitant à y produire de la valeur socialement utile et écologiquement soutenable.

De ces moments de réflexion sont nées des start-ups accompagnées par **la fab.t**. Cette structure leur donne les outils pour qu'ils puissent mettre en place leurs projets. Elle a aussi pour but de sensibiliser les élus et les techniciens aux enjeux des impacts sociaux et environnementaux de l'action publique locale.

Start up de territoire

Les habitants sont considérés comme les mieux placés pour faire émerger des besoins et solutions sur leur territoire grâce à l'intelligence collective, la coopération et la réappropriation de l'économie par chacun. Face aux défis majeurs de nos sociétés, l'entrepreneuriat est aujourd'hui considéré comme une liberté citoyenne qui permet à chacun d'agir. C'est leur mobilisation qui permet d'inventer des réponses nouvelles, des projets innovants, des initiatives reposant sur les ressources du territoire. Des projets émergent alors dans l'économie circulaire, les circuits courts, les énergies renouvelables, la relocalisation artisanale ou industrielle, le tourisme...

2016



2019



2020



Le mode d'emploi



Lorsque des habitants sont réunis autour d'une table, dans un espace de bienveillance, de créativité et de responsabilité entrepreneuriale, des idées nouvelles émergent autour de l'utilisation des ressources du territoire. Il s'agit d'une nouvelle manière de faire du développement économique qui permet le développement de projets en réponse à des besoins inassouvis ou sans réponse sur le territoire.

- **Chaque territoire est considéré comme une mine d'or** : des richesses et des potentiels (humains, naturels, économiques, culturels) sont à révéler et à soutenir.
- **L'approche est réellement « à 360° »** : la démarche vise à décloisonner aussi bien les types d'acteurs – business, associatifs, académiques – que les thèmes traités : économie circulaire, collaborative, numérique, relocalisation, circuits courts, etc.
- **Faire en 2 ans, ce qui aurait pris 10 ans** : aller plus vite, grâce à l'accélération de projets à potentiel sur les territoires, le repérage et l'inoculation de solutions extérieures en réponse aux défis locaux et des coopérations horizontales inter-territoires.
- **Infuser l'imaginaire « Start-up » dans le développement des territoires** : agilité, innovation, modèles de développement accélérés, business angels, etc mais aussi une nouvelle écoute, de la bienveillance, de la confiance, de l'optimisme, de l'énergie, de la responsabilité de chacun, de la générosité, de l'enthousiasme, du plaisir, du lien et de l'envie de voir bouger son territoire.

Start up de territoire

La démarche suit les étapes suivantes :

- Mobilisation d'acteurs de tous horizons pour identifier les problématiques locales qui ne disposent pas de solution
- Faire émerger des idées de création de start up lors d'évènements d'idéation avec plusieurs centaines ou milliers de personnes
- Engager la poursuite du développement des projets avec les acteurs motivés pour faire émerger la solution qui a été choisie – la particularité est que le projet est porté au départ par un collectif sans leader
- Lorsque le projet est suffisamment mûre, il peut passer en phase d'accompagnement

L'accompagnement des projets est réalisé par la Fab.t. Il repose sur :

- La mise en place autour des porteurs de projet d'un système apprenant expert et pluriel dédié à la concrétisation, au développement et au changement d'échelle de leurs structures
- Un espace de coworking est à la disposition des porteurs de projets et propose 16 postes de travail, des salles de réunion et des espaces de convivialité. L'occasion de croiser d'autres porteurs de projet et l'équipe de la fab.t.
- L'organisation d'ateliers sur des sujets spécifiques
- Des séances de co-dév où les porteurs de projet partagent leur expérience, bons plans et difficultés sur leur(s) sujet(s) de prédilection avec les autres porteurs de projet
- Des actions coup de pouce pour répondre à une question juridique, à un coup de mou commercial, à un avis sur un logo, ... où les experts du territoire se mobilisent pour donner un coup de pouce aux porteurs de projet histoire qu'un petit caillou dans la chaussure ne les ennuie pas longtemps

La fab.t fournit tous les outils pour faire décoller les projets. Aujourd'hui ce sont 49 projets en cours plus ou moins avancés.



fabrique
d'entreprises
de territoire

Start up de territoire

Les principaux résultats

Depuis 2019, la Fab.t :

- a accompagné 70 projets à impact positif sur le territoire
- a financé plus de 30 projets

Les domaines d'activités de ces start up sont variés :

- Agriculture
- Alimentation
- Artisanat
- Services
- Recyclage

On peut citer quelques projets phares qui ont été développés :

1083 - La ferme intégrale - La Conserverie mobile et solidaire - Ma bouteille s'appelle Reviens - Soft'In - La chaussure ECTOR

La capacité de démultiplication sur d'autres territoires

Christophe Chevallier du Pôle sud Archer a été un des fondateurs du groupe. Il a été un des premiers à lancer un pôle territorial de coopération économique PTCE emblématique de l'entrepreneuriat social. Cette dynamique « Start-up de Territoire » a été essaimée dans d'autres villes comme Strasbourg, Grenoble ou encore Lille.

L'objectif de Start-up de territoire était d'essaimer dans les 6 territoires pilotes puis 10 aujourd'hui avec la promesse suivante :

- Initier les dynamiques dans chaque territoire
- Mobiliser plus de 1000 acteurs de tout bord dans les 18 prochains mois
- Pour faire émerger plus de 500 idées / concepts de projets détonants et utiles
- Accompagner 100 à 150 projets accompagnés dans les 18 prochains mois
- Lancer 50 activités à fort impact social lancées à 12 mois et 100 activités en gestation à 24 mois
- Viser 300 emplois à 5 ans

Que retenir de la démarche pour le projet Régén'ère Azur ?



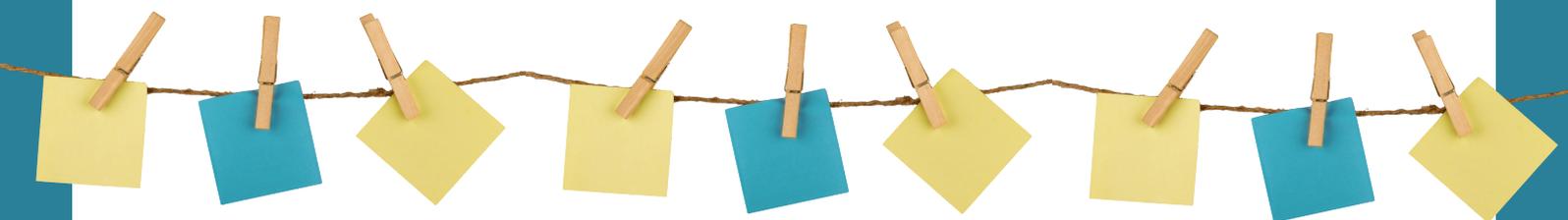
La démarche engagée dans le cadre de ce projet Régén'ère Azur est assez similaire à la démarche engagée par Start up de territoire Valence Romans Capitale. **Des acteurs locaux définissent des enjeux sur lesquels les acteurs peuvent se mobiliser en utilisant le vecteur économique pour favoriser le développement du territoire et sa redynamisation voire sa régénération.**

Les actions définies par les porteurs de projets de start up de territoire sont porteuses de sens. Ils répondent à des problématiques non adressées localement ou pas adressées dans une visée commune, avec pour objectif la recherche d'impacts positifs sur l'environnement, l'emploi, l'économie locale. Dans le cas de Régén'ère Azur, le travail collectif de définition des enjeux est produit également avec des acteurs locaux. Il n'est toutefois pas prévu de rechercher des solutions avec un nombre de personnes important.

Peut être faudra-t-il pour s'appuyer sur les communs élargir le panel des acteurs pour trouver des solutions ?

L'expérience de Valence Romans capitale de start up de territoire met en exergue toutefois **la nécessité d'un accompagnement dans le temps**. Les structures locales sont invitées à participer pour favoriser ce développement mais une structure ad'hoc a été mise en place pour garantir l'aboutissement des projets. Dans le cas de Régén'ère Azur les démarches de gestation de projets sont similaires. La question à se poser est de savoir s'il sera nécessaire aussi de disposer d'une structure d'accompagnement ou de s'adosser à des structures d'accompagnement existantes sur le territoire.

La force de l'action prévue par le projet Régén'ère Azur doit également - comme l'a fait le territoire Valence Romans Capitale - réussir un partenariat fort entre la ou les collectivités et le tissu d'entreprises mais aussi la société civile. Travailler sur un commun devrait ainsi être l'élément fédérateur. Le lien au vivant devrait également favoriser ce partenariat.





Annexes

GENESE ET REALISATION DE L'ETAT DE L'ART

- Rockström J., Steffen W., Noone K., Persson Å., Chapin F.-S., Lambin E., Lenton T. M. et al. (2009), Planetary boundaries : exploring the safe operating space for humanity, Ecology and Society, vol. 14, n° 2.
<https://www.stockholmresilience.org/research/planetary-boundaries.html>
- Raworth, K. (2018), La théorie du Donut, l'économie de demain en 7 principes, Edition Plon, Paris.
<https://doughnuteconomics.org/about-doughnut-economics>
- Hawken, P. (2021), Regeneration: ending the climate crisis in one generation, Penguin Books, New-York.
- Casadiego, J.P. (2021), A first attempt in abstracting a regenerative business model framework, Do Better, Esade,
https://dobetter.esade.edu/en/first-attempt-abstracting-regenerative-business-model-framework?_wrapper_format=html

COSTA RICA

- Article « Géographie du Costa Rica », Vincent Varenne, 2014
- Article « Costa Rica : les secrets d'un pays heureux », Marie-Amélie Carpio, 2017
- Article « Explorez le Costa Rica », Tatiana Paola, 2020
- Le Costa Rica est nommé « Champion de la Terre » des Nations Unies pour son rôle de pionnier dans la lutte contre le changement climatique, Communiqué de presse de l'ONU, 2019
- L'engagement du Costa Rica : Un pays sur le point de devenir « zéro-carbone », Chronique ONU, Roberto Dobles Mora
- La conservation des forêts au Costa Rica porte ses fruits, la Banque Mondiale, Jorge Mario Rodriguez, 2022

- L'AFD et le Costa Rica : agir pour une

LA BIOVALLEE

- La Biovallée : la dynamique se maintient malgré les difficultés, Écoutes territoriales : des territoires en transition. Expériences et enseignements. Territoires Conseils – Unadel, août 2018
- Pour une approche territoriale des transitions écologiques. Analyse de la transition vers l'agroécologie dans la Biovallée (1970-2015). Agriculture, économie et politique. Sibylle Bui, 2015
- La vallée de la drôme par les chiffres : portrait d'un territoire, Simon Matet et Thierry Pech , Septembre 2019
- Qu'elle est bio ma vallée !, Opération de marketing vert dans la vallée de la Drôme, Revue Nunatakj, automne/hiver 2020-21
- Dynamiques territoriales de transition vers l'agriculture biologique dans la vallée de la Drôme.
- Le développement de l'agriculture biologique dans un territoire pionnier : historique et dynamiques actuelles autour de la production de légumes, Julia TUAL (Agro Paris Tech), 2010/2011
- En Biovallée : Une transition écologique qui n'oublie personne. Une justice sociale et environnementale. Eugénie Baillet. Urbanistes du monde
- Biovallée Drôme, Plus de 30 ans de foisonnement d'initiatives pour une vallée du vivant. le Labo de l'ESS. Nikola Jirglova - Odile Kirchner, Octobre 2019
- Etude - Dynamiques collectives de transitions dans les territoires, le Labo de l'ESS, 2020
- La rivière Drôme à l'épreuve de la décentralisation : les collectivités locales entre autonomie et dépendance, Sabine Girard, Pierre-Antoine Landel, Octobre 2020

START-UP DE TERRITOIRE

- Fiche Territoires d'innovation « Valence Romans : capitale des start-ups de territoire »
- Présentation « Apprendre et travailler en cœur de ville », Forum des solutions, Villes innovations, Raphael Besson, 5 mai 2022
- <http://startupdeterritoire.fr/>
- <https://www.lelabo-ess.org/start-up-de-territoire>
- <https://startupdeterritoire.fr/project/romans/>
- <https://www.fabt.fr/>

SOURCES DES IMAGES

- pixabay
- pexels

Pilotage de l'état de l'art : Bertrand Thuillier (LUMIA)

Analyse, rédaction et identification des sources : Bertrand Thuillier et Marie-Laure Devant (LUMIA)

Relecture et graphisme : Anastasia Lemaitre et Sylvie Sempels pour la relecture & Anne-Sophie Schmitt pour le graphisme (Club des Entrepreneurs du Pays de Grasse)

Porté par :

En partenariat avec :



Partenaires financiers publics :



PARTENAIRES

**Mécène Plante
Pionnière :**



Mécène Racine :



Mécènes Graine :



Pour nous soutenir ou en savoir plus sur Régén'ère Azur

contact@club-entrepreneurs-grasse.com

Tel +33 4 92 42 34 08

www.club-entrepreneurs-grasse.com